

Rapport financier 2017

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : L'Ancienne-Lorette

Code géographique : 23057

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier	S3
--	----

Section I - États financiers

Table des matières	S5
États financiers audités	S6 - S25
Renseignements financiers non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S33
Autres renseignements financiers non audités	S36 - S51

Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018

Table des matières	S54
Données prévisionnelles non auditées	S55 - S65

Autres renseignements sur l'organisme municipal	S67
---	-----

Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	S68
---	-----

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Anick Marceau, atteste la véracité du rapport financier

de L'Ancienne-Lorette pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017
(Nom de l'organisme)

et que les données prévisionnelles de l'exercice 2018 présentées dans la section III du rapport financier sont conformes

au budget de L'Ancienne-Lorette pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018,
(Nom de l'organisme)

adopté conformément à la loi qui régit l'organisme le 2017-12-13 .
(Date)

Signature

Date

2018-04-24

Section I - États financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
État des résultats	7
État de la situation financière	8
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	9
État des gains et pertes de réévaluation	9
État des flux de trésorerie	10
Notes complémentaires aux états financiers	11
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	12
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	13
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	14
Charges par objets	15
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
Renseignements financiers non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Ville de L'Ancienne-Lorette au 31 décembre 2017, qui comprennent l'état des résultats, l'état de la situation financière, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit assortie d'une réserve.

Fondement de l'opinion avec réserve

La direction ne comptabilise pas à l'état de la situation financière des paiements de transfert à recevoir du gouvernement du Québec concernant différents programmes d'aide à la construction d'infrastructures et d'autres charges pour lesquels des travaux ont été réalisés ou les charges constatées. Cette méthode comptable constitue une dérogation à la norme concernant les paiements de transfert à savoir qu'un recevable doit être inscrit lorsque les paiements de transfert sont autorisés par le gouvernement cédant et que le bénéficiaire a satisfait aux critères d'admissibilité dudit programme d'aide.

Les incidences de la non-comptabilisation des débiteurs du gouvernement du Québec et ses entreprises à recevoir sur les états financiers au 31 décembre 2017 sont une sous-évaluation des débiteurs de 8 117 240 \$ et d'une sous-évaluation de l'excédent accumulé du même montant.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Opinion avec réserve

À notre avis, à l'exception des incidences de la situation décrite dans le paragraphe "Fondement de l'opinion avec réserve", les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de L'Ancienne-Lorette au 31 décembre 2017, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de L'Ancienne-Lorette inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S17, S18, S23-1, S23-2, S23-3 et S25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Autre point

Les états financiers de la Ville de L'Ancienne-Lorette pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016 ont été audités par un autre auditeur indépendant qui a exprimé sur ces états financiers une opinion en date du 25 avril 2017.



Lemieux Nolet
Comptables professionnels agréés
S.E.N.C.R.L.
CPA auditeur, CA permis no A107038
Québec (Québec)

DATE 2018-04-24

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Budget	Réalizations	
		2017	2017	2016
Revenus				
Taxes	1	27 674 193	27 860 050	27 746 392
Compensations tenant lieu de taxes	2	318 053	352 138	311 060
Quotes-parts	3			
Transferts	4	1 386 786	5 484 829	2 925 444
Services rendus	5	652 800	900 051	751 489
Imposition de droits	6	652 200	959 446	999 280
Amendes et pénalités	7	145 000	104 352	117 811
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	108 000	137 259	92 125
Autres revenus	10	31 200	93 480	70 399
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	30 968 232	35 891 605	33 014 000
Charges				
Administration générale	14	17 873 079	20 425 967	19 511 939
Sécurité publique	15	87 653	79 836	90 501
Transport	16	4 222 096	4 015 617	4 151 888
Hygiène du milieu	17	2 240 535	2 114 665	2 057 653
Santé et bien-être	18	12 240	11 186	15 083
Aménagement, urbanisme et développement	19	338 537	344 523	314 329
Loisirs et culture	20	5 762 054	5 776 450	5 814 126
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 093 952	827 656	771 487
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	31 630 146	33 595 900	32 727 006
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(661 914)	2 295 705	286 994
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		34 065 556	33 987 737
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27			(209 175)
Solde redressé	28		34 065 556	33 778 562
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice				
	29		36 361 261	34 065 556

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1		879 651
Débiteurs (note 5)	2	6 681 233	4 027 919
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	6 681 233	4 907 570
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9	111 401	
Emprunts temporaires (note 10)	10	9 652 016	
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	4 401 063	3 718 173
Revenus reportés (note 12)	12	541 423	413 539
Dette à long terme (note 13)	13	25 398 458	27 741 712
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	40 104 361	31 873 424
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(33 423 128)	(26 965 854)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	69 414 118	60 447 772
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18		
Stocks de fournitures	19	302 995	325 925
Autres actifs non financiers (note 17)	20	67 276	257 713
	21	69 784 389	61 031 410
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	36 361 261	34 065 556

Obligations contractuelles (note 20)
Éventualités (note 21)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		<u>Budget</u>	<u>Réalizations</u>	
		2017	2017	2016
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(661 914)	2 295 705	286 994
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	)	12 286 039)	(3 844 561)
Produit de cession	3		72 048	
Amortissement	4		3 304 725	3 247 544
(Gain) perte sur cession	5		(57 080)	
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7		(8 966 346)	(597 017)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			161 769
Variation des stocks de fournitures	9		22 930	32 495
Variation des autres actifs non financiers	10		190 437	8 884
	11		213 367	203 148
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(661 914)	(6 457 274)	(106 875)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(26 965 854)	(26 649 804)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			(209 175)
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(26 965 854)	(26 858 979)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(33 423 128)	(26 965 854)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 295 705	286 994
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	3 304 725	3 247 544
Autres			
- Gain (perte) sur cession	3	(57 080)	
- Redressement d'ex. antérieurs	4		(209 175)
	5	5 543 350	3 325 363
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(2 653 314)	(2 010 151)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	682 890	(8 459)
Revenus reportés	9	127 884	4 630
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		161 769
Stocks de fournitures	12	22 930	32 495
Autres actifs non financiers	13	190 437	8 884
	14	3 914 177	1 514 531
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(12 286 039)	(3 844 561)
Produit de cession	16	72 048	
	17	(12 213 991)	(3 844 561)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23		6 362 000
Remboursement de la dette à long terme	24	(2 413 675)	(2 034 672)
Variation nette des emprunts temporaires	25	9 652 016	(1 600 000)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	70 421	(180 550)
Autres			
-	27		
-	28		
	29	7 308 762	2 546 778
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	(991 052)	216 748
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	879 651	662 903
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	879 651	662 903
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	(111 401)	879 651

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville est régie par la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19).

Pour faire suite à la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités (L.R.Q., 2003, chapitre 14), la Ville de L'Ancienne-Lorette a été reconstituée le 1er janvier 2006, en vertu du décret 963-2005. Les municipalités résultant de cette réorganisation, soit la Ville de L'Ancienne-Lorette, la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures et la Ville de Québec, demeurent liées les unes aux autres, de façon à ce que soit préservée l'agglomération formée par le territoire des trois municipalités ci-haut mentionnées.

De plus, la Ville de L'Ancienne-Lorette est régie par la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*, L.R.Q., c. E-20.001. Ainsi, selon des dispositions particulières applicables à l'agglomération de Québec, elle est tenue, entre autres, de respecter les deux articles de loi suivants;

118.2 Financement des dépenses. Toute dépense faite par la ville de Québec dans l'exercice d'une compétence d'agglomération est financée par la quote-part payée par les municipalités liées de l'agglomération concernée.

118.3 Répartition. Les dépenses d'agglomération sont réparties entre les municipalités liées en proportion de leur potentiel fiscal respectif au sens de l'article 261.5 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (chapitre F-2.1).

Les actifs immobilisés et les passifs appartenant à la Ville de L'Ancienne-Lorette ont été transférés par la Ville de Québec en date du 1er janvier 2006.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S17 et S18, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1, S23-2 et S23-3 et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

La Ville ne participe pas à des partenariats.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions aux livres de la Ville s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs, de passifs, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Estimations comptables

La préparation des états financiers de la Ville de L'Ancienne-Lorette, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent les subventions à recevoir, la provision pour créances douteuses à l'égard des débiteurs, les durées de vie utile des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, les provisions pour contestations d'évaluation, le passif au titre des sites contaminés et les passifs dans le cadre des éventualités juridiques.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants:

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Le gain ou la perte sur cession d'actifs immobilisés est comptabilisé à la date de l'acte de transfert.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalent de trésorerie

La politique de la ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du fonds de parcs et terrains de jeux sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

E) Actifs non financiers

.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks de fournitures comprennent les matériaux, les accessoires et les fournitures achetés en vue de rendre des services. À la date du bilan, les stocks sont évalués au coût et les stocks désuets sont radiés des livres. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré premier sorti.

Frais payés d'avance

Les frais payés d'avance représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la Ville bénéficiera au cours des prochains exercices.

Immobilisations

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Les immobilisations, comptabilisées au coût d'acquisition, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes:

Infrastructures: 10 à 40 ans
Bâtiments: 5 à 40 ans
Véhicules: 5 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau : 5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement: 5 à 20 ans
Autres: 5 et 10 ans

Immobilisations en cours

Ce poste comprend les dépenses en immobilisations effectuées pour les projets d'immobilisations qui sont en cours à la fin de l'exercice. Ce poste est transitoire jusqu'à la fermeture des projets et aucun amortissement n'est comptabilisé relativement aux immobilisations en cours.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette.

F) Revenus

Revenus de transfert

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf, dans la mesure où les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La Ville comptabilise alors un revenu reporté qui est réduit au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

Droits et permis

Les revenus de droits et permis sont constatés lorsqu'ils sont exigibles. Lorsque le revenu de droit ou de permis est remboursable sur demande et est lié à des biens et services clairement identifiables que l'entité doit rendre au titulaire du droit ou du permis, le revenu est constaté sur la période de référence de ce droit ou permis.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

G) Avantages sociaux futurs**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S.O.

I) Instruments financiers

S.O.

J) Autres éléments**Moins-values des immobilisations**

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle doit être réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values nettes sur immobilisations corporelles doivent être passées en charge dans l'état des résultats. Aucune reprise sur réduction de valeur ne doit être constatée.

Affectations

Les affectations représentent la provenance et l'utilisation de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

Administration générale - charges

La direction a comptabilisé la charge de quote-part à l'agglomération de la ville de Québec dans la section Administration Générale pour un montant de 15 075 059 \$ (2016 - 15 364 556 \$). La direction est d'avis que cette charge n'est pas imputable aux différents secteurs car la répartition par secteur n'est pas possible au prix d'un effort raisonnable.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	2017	2016
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	879 651
Découvert bancaire	2 (111 401) ()	
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	
<i>Autres éléments</i>		
-	4	
-	5	
-	6	
-	7	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8 (111 401)	879 651
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	
Note		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	11 879 167	1 023 664
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13 490 057	636 173
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14 4 842 988	1 813 543
Organismes municipaux	15	
Autres		
- Autres	16 445 353	479 763
- Dépôt en fidéicommiss	17 23 668	74 776
	18 6 681 233	4 027 919
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	
Organismes municipaux	20	
Autres tiers	21	
	22	
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23 97 615	105 040
Note		
Dépôt en fidéicommiss: au cours de l'exercice 2017, une somme de 1 650 000 \$ a été versé pour des expertises judiciaires dans la procédure de la Ville de L'Ancienne-Lorette et la Ville de Québec. Un montant de 23 668 \$ était disponible en date du 31 décembre 2017.		
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation	24	
Prêts à un fonds d'investissement	25	
Autres		
-	26	
-	27	
	28	
Provision pour moins-value déduite des prêts	29	

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	2017	2016
7. Placements de portefeuille		
Placements à titre d'investissement	30	
Autres placements	31	
	32	
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33	
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34	

Note

8. Avantages sociaux futurs

Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37		

Charge de l'exercice

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40	299 142	274 262
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42	43 453	29 467
	43	342 595	303 729

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

9. Autres actifs financiers

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

2017

2016

10. Emprunts temporaires

La Ville de L'Ancienne-Lorette possède une marge de crédit au montant de 4 000 000 \$ approuvée par la résolution no 146-13 du conseil municipal en date du 25 juin 2013. Un montant de 2 847 984 \$ est disponible au 31 décembre 2017.

La Ville de L'Ancienne-Lorette possède un prêt à terme aux entreprises au montant de 13 000 000 \$ en lien avec le règlement 289-2016 adopté le 1er décembre 2016. Un montant de 4 500 000 \$ est disponible au 31 décembre 2017.

11. Crédoeurs et charges à payer

Fournisseurs	47	2 277 417	1 184 129
Salaires et avantages sociaux	48	806 805	971 229
Dépôts et retenues de garantie	49	442 255	348 963
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Frais d'assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Organismes municipaux	53	665 821	959 921
- Intérêts courus sur dette L.T.	54	144 505	138 709
- Autres	55	64 260	115 222
-	56		
-	57		
	58	4 401 063	3 718 173

Note**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	59		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60		
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62	432 217	315 827
Société québécoise d'assainissement des eaux	63		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	64		
Autres contributions de promoteurs	65		
Autres			
- Autres revenus reportés	66	109 206	97 712
-	67		
-	68		
-	69		
	70	541 423	413 539

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

					2017	2016
13. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance			
	de	à	de	à		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,62	3,43	2021	2026	71	25 541 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					72	
Gains (pertes) de change reportés					73	
					74	
Autres dettes à long terme						
Gouvernement du Québec et ses entreprises					75	
Organismes municipaux	1,05	2,25	2018	2021	76	313 500
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					77	
Autres					78	
					79	25 854 500
Frais reportés liés à la dette à long terme					80	(456 042) (526 463)
					81	25 398 458
						27 741 712

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2017			
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres				
2018	82	90	2 361 000	98	107	113 097	115	2 474 097
2019	83	91	2 418 000	99	108	98 180	116	2 516 180
2020	84	92	2 478 000	100	109	91 423	117	2 569 423
2021	85	93	2 538 000	101	110	10 800	118	2 548 800
2022	86	94	1 786 000	102	111		119	1 786 000
2023 et +	87	95	13 960 000	103	112		120	13 960 000
	88	96	25 541 000	104	113	313 500	121	25 854 500
Intérêts et frais accessoires				105	()		122	()
	89	97	25 541 000	106	114	313 500	123	25 854 500

Note

	2017	2016
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	124	(29 826 972)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	125	(3 596 156) (4 404 302)
Autres	126	() ()
	127	(33 423 128)
		(26 965 854)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	128		156		183		210	
Eaux usées	129		157		184		211	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	130	49 678 556	158	11 246 962	185		212	60 925 518
Autres	131	22 383 287	159	860 981	186		213	23 244 268
Réseau d'électricité	132		160		187		214	
Bâtiments	133	22 885 640	161	267 613	188		215	23 153 253
Améliorations locatives	134		162		189		216	
Véhicules	135	1 269 568	163	28 406	190		217	1 297 974
Ameublement et équipement de bureau	136	1 694 019	164	25 259	191		218	1 719 278
Machinerie, outillage et équipement divers	137	6 567 406	165	157 458	192	227 368	219	6 497 496
Terrains	138	1 517 997	166	235 000	193		220	1 752 997
Autres	139	1 487 171	167		194		221	1 487 171
	140	<u>107 483 644</u>	168	<u>12 821 679</u>	195	<u>227 368</u>	222	<u>120 077 955</u>
Immobilisations en cours	141	895 137	169	(535 640)	196		223	359 497
	142	<u>108 378 781</u>	170	<u>12 286 039</u>	197	<u>227 368</u>	224	<u>120 437 452</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	143		171		198		225	
Eaux usées	144		172		199		226	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	145	21 030 525	173	1 358 287	200		227	22 388 812
Autres	146	13 589 141	174	766 400	201		228	14 355 541
Réseau d'électricité	147		175		202		229	
Bâtiments	148	6 689 654	176	667 477	203		230	7 357 131
Améliorations locatives	149		177		204		231	
Véhicules	150	787 371	178	65 821	205		232	853 192
Ameublement et équipement de bureau	151	1 461 314	179	67 302	206		233	1 528 616
Machinerie, outillage et équipement divers	152	2 891 709	180	376 566	207	212 400	234	3 055 875
Autres	153	1 481 295	181	2 872	208		235	1 484 167
	154	<u>47 931 009</u>	182	<u>3 304 725</u>	209	<u>212 400</u>	236	<u>51 023 334</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	155	<u>60 447 772</u>					237	<u>69 414 118</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	238		241		243		245	
Amortissement cumulé	239	(_____)	242	(_____)	244	(_____)	246	(_____)
Valeur comptable nette	240	<u>_____</u>					247	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	2017	2016
<hr/>		
16. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	248	
Immeubles industriels municipaux	249	
Autres	250	
	<hr/>	
	251	
	<hr/>	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	252	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	253	
	<hr/>	
Note		
<hr/>		
17. Autres actifs non financiers		
Frais payés d'avance		
- Frais payés d'avance	254	62 776
-	255	253 013
-	256	
Autres		
- Dépôt de garantie	257	4 500
-	258	4 700
	<hr/>	
	259	67 276
	<hr/>	257 713
	<hr/>	
Note		
<hr/>		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

18. Fonds local d'investissement

2017

2016

RÉSULTATS**Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	260
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	261
Autres revenus	262
	<u>263</u>

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	264
Variation de la provision pour moins-value	265
	<u>266</u>
Autres charges	267
	<u>268</u>
Excédent (déficit) de l'exercice	269

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	270		
Placements de portefeuille	271		
Débiteurs	272		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	273		
Provision pour moins-value	274	() (
	<u>275</u>		
	<u>276</u>		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	277		
Revenus reportés	278		
Dette à long terme	279		
	<u>280</u>		
Solde du Fonds local d'investissement	281		

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	282
Supportant les engagements de prêts	283
Supportant les garanties de prêts	284
	<u>285</u>

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

19. Fonds local de solidarité

2017

2016

RÉSULTATS**Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	286
Revenus sur les prêts aux entreprises	287
Autres revenus	288
	<u>289</u>

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	290
Variation de la provision pour moins-value	291
	<u>292</u>
Intérêts sur la dette à long terme	293
Autres charges	294
	<u>295</u>

Excédent (déficit) de l'exercice	296
---	------------

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	297		
Placements de portefeuille	298		
Débiteurs	299		
Prêts aux entreprises	300		
Provision pour moins-value	301	() (
	<u>302</u>		
	<u>303</u>		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	304
Revenus reportés	305
Dette à long terme	306
	<u>307</u>

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	308
Excédent (déficit) non affecté	309
	<u>310</u>

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	311
Supportant les engagements de prêts	312
	<u>313</u>

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

20. Obligations contractuelles

La Ville a conclu quatre ententes avec l'Union des municipalités du Québec pour l'achat regroupé de sel de déglacage, de carburants et de mazouts en vrac, pour l'obtention des services d'assurances collectives pour les employés et pour l'achat de pneus.

- La Ville a confié à l'UMQ le mandat de préparer, sur une base annuelle, un document d'appel d'offres couvrant la saison 2017-2018 inclusivement pour l'achat de sel de déglacage des chaussées. La Ville s'est engagée à acheter 1 500 TM, pour un montant totalisant 133 402 \$. À titre de frais de gestion, l'UMQ recevra 0,9 % du montant facturé avant taxes.

- En vertu du contrat d'achat de carburants et de mazouts en vrac, pour la période du 1er avril 2016 au 31 mars 2019, la Ville s'est engagée à verser à l'UMQ, à titre de frais de gestion, un montant de 0,0055 \$ du litre.

- La Ville a adhéré au regroupement de l'UMQ pour requérir des services d'assurances collectives pour ses employés. Le contrat est d'une durée maximale de 5 ans, à compter du 1er janvier 2014. Pour l'année 2018, le montant est estimé à 272 155 \$.

- En vertu du contrat d'achat de pneus, pour la période du 1er avril 2016 au 31 mars 2019, la Ville estime ses besoins en pneus pour la durée du contrat de 36 mois à environ 25 617 \$. Un frais de gestion établi à 1 % est inclus dans le prix de vente des pneus.

En vertu d'un protocole d'entente intervenu entre la Ville et le Consortium Drolet-Roche le 10 juillet 2013, le Consortium a conçu et construit et, maintenant, gère et exploite un complexe multifonctionnel à L'Ancienne-Lorette sur un terrain appartenant à la Ville, lequel terrain a fait l'objet d'un contrat d'emphytéose en faveur du Consortium le 8 mai 2009, et ce, pour une durée de 40 ans. En contrepartie, la Ville s'engage et s'oblige à la location d'un minimum de deux mille quatre cents (2 400) heures de glace par année pendant les vingt-huit (28) années du contrat d'emphytéose au coût de 310 \$/heure pour la saison 2017-2018 (lequel montant sera indexé annuellement selon la formule prévue aux documents d'appel d'offres). La dépense pour 2018 représente un montant estimé de 756 259 \$. La Ville, si l'emphytéose devait prendre fin avant l'échéance du terme de 40 ans, pour résiliation ou pour cause de défaut, reprendrait l'ensemble immobilier sujet à toute hypothèque.

En vertu d'obligations contractuelles qui concernent principalement des contrats de location d'équipements divers, de services pour le déneigement, la collecte des ordures, des services professionnels pour la surveillance de parcs, l'administration municipale s'est engagée à effectuer des versements pour un montant global de 2 725 452 \$. Les montants qui seront versés au cours des prochains exercices sont estimés comme suit :

2018	2019	2020	2021 et suivantes
1 203 114 \$	962 819 \$	557 912 \$	1 607 \$

Les engagements de la Ville à l'égard des activités d'investissement se chiffrent à 148 500 \$ pour 2018 et 41 995 \$ pour 2019, concernant principalement une entente de partenariat de recherche et développement et d'acquisition de logiciel, des contrats pour des études géotechniques pour le projet de réfection de rues et des services professionnels d'ingénierie pour l'étude, conception et surveillance de rues.

Engagement de crédit d'un montant total de 117 500 \$ réparti sur 25 ans (4 700 \$

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

annuellement), du 2 septembre 2010 au 1er septembre 2035, selon les termes et conditions du contrat de cession en emphytéose d'un terrain.

Engagement de crédit d'un montant total de 50 900 \$, annuellement, réparti sur 25 ans, du 2 septembre 2010 au 1er septembre 2035, selon les termes et conditions d'une entente administrative pour le déneigement de stationnements.

Engagement de crédit, d'un montant total de 50 000 \$ par année, réparti sur 25 ans, du 2 septembre 2010 au 1er septembre 2035, selon les termes et conditions d'un contrat de cession en emphytéose pour l'aménagement d'un terrain de stationnement.

21. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

s.o.

b) Auto-assurance

s.o.

c) Poursuites

a) Au 31 décembre 2006, un contribuable a introduit une requête introductive d'instance, pour un montant total de 448 062 \$, contre la Ville de L'Ancienne-Lorette, conjointement avec la Ville de Québec, en regard des inondations du 26 septembre 2005. La Ville de L'Ancienne-Lorette ne se reconnaît aucune responsabilité relativement à ces inondations.

b) Au 31 décembre 2006, un recours collectif a été exercé par un citoyen contre la Ville de L'Ancienne-Lorette, conjointement avec la Ville de Québec, en regard des pertes qui seraient survenues lors des inondations du 26 septembre 2005. La Ville de L'Ancienne-Lorette ne se reconnaît aucune responsabilité à l'égard de ces pertes.

c) Une requête introductive d'instance a été signifiée en janvier 2018. La partie demanderesse doit s'adresser en premier lieu à ses assureurs pour une réclamation éventuelle envers la Ville de L'Ancienne-Lorette pour un montant de 204 253 \$. La Ville de L'Ancienne-Lorette ne reconnaît aucune responsabilité face à cette cause.

d) Au 31 décembre 2013 et jusqu'au 6 mars 2018, des contribuables, des compagnies d'assurance et autres compagnies ont introduit des requêtes introductives d'instance, pour un montant total de 1 590 258 \$, contre la Ville de L'Ancienne-Lorette, conjointement avec la Ville de Québec, en regard des inondations des 31 mai et 1er juin 2013. La Ville de L'Ancienne-Lorette ne se reconnaît aucune responsabilité relativement à ces inondations.

e) Au 31 décembre 2013, un recours collectif a été exercé par un citoyen contre la Ville de L'Ancienne-Lorette, conjointement avec la Ville de Québec, en regard des pertes qui seraient survenues lors des inondations des 31 mai et 1er juin 2013. La Ville de L'Ancienne-Lorette ne se reconnaît aucune responsabilité à l'égard de ces pertes.

f) Au 31 décembre 2013, une compagnie d'assurance a introduit une requête introductive d'instance pour un montant de 8 275 \$ contre Métro Excavation inc. et la Ville de

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

L'Ancienne-Lorette (défenderesse en garantie) en regard de refoulements d'égouts le 1er octobre 2010. La Ville de L'Ancienne-Lorette ne se reconnaît aucune responsabilité à l'égard de ces refoulements d'égouts

d) Autres

s.o.

22. Redressement aux exercices antérieurs

s.o.

23. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

24. Instruments financiers

s.o.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

25 Événements subséquents :

La Ville a adopté un Règlement décrétant des dépenses en immobilisations et un emprunt de 4 500 000 \$.

La Ville a octroyé divers contrats répartis comme suit:

Contrat concernant les services professionnels en ingénierie spécialités structure et génie civil pour le presbytère Notre-Dame de l'Annonciation, rénovation du presbytère et construction d'un centre communautaire, pour un montant total de 32 494 \$.

Contrat concernant les services professionnels en ingénierie spécialités mécanique et électricité pour le presbytère Notre-Dame de l'Annonciation, rénovation du presbytère et construction d'un centre communautaire, pour un montant total de 39 370 \$.

Contrat concernant les services professionnels en architecture pour le presbytère Notre-Dame de l'Annonciation, rénovation du presbytère et construction d'un centre communautaire, pour un montant total de 134 174 \$.

Contrat concernant les services professionnels pour la réalisation de l'éclairage architectural du presbytère Notre-Dame de l'Annonciation, pour un montant total de 50 070 \$.

Contrat pour la fourniture d'une chenillette à trottoir neuve, pour un montant total de 152 589 \$.

Contrat pour la vidange de puisards de rues et taux horaires pour camion vacuum, pour un montant total de 41 947 \$.

Contrat pour le nettoyage et l'inspection télévisée de conduites d'égout sanitaire et pluvial, pour un montant total de 68 814 \$.

Contrat pour la fourniture d'enrobé bitumineux, pour un montant total de 64 109 \$. La Ville prévoit utiliser approximativement 900 tonnes au cours de l'année 2018.

Contrat pour la fourniture de béton, pour un montant total de 24 508 \$. La Ville prévoit utiliser approximativement 175 mètres cube de béton au cours de l'année 2018.

Contrat pour la fourniture de matériaux granulaires et la disposition d'enrobé bitumineux et de béton, pour un montant total de 35 584 \$. La Ville prévoit utiliser approximativement 2 350 tonnes métriques de différents matériaux granulaires et disposer d'environ 800 tonnes métriques de rebuts d'une durée d'un an à compter du 28 mars 2018.

Contrat pour les travaux de terrassement et de drainage de l'édifice des travaux publics, pour un montant total de 250 920 \$.

La Ville a confirmé son adhésion à la solutions des regroupements en assurances collectives de l'UMQ et le mandat à un consultant pour une période maximale de 5 ans, à compter du 1er janvier 2019. La Ville s'engage à payer à l'UMQ des frais de gestion de 1,15% des primes totales versées durant le contrat et une rémunération de 0,65% des primes totales versées par la municipalité au consultant.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Budget 2017		Réalizations 2017		Total	Réalizations 2016
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	27 674 193	27 860 050			27 860 050	27 746 392
Compensations tenant lieu de taxes	2	318 053	352 138			352 138	311 060
Quotes-parts	3						
Transferts	4	1 386 786	1 237 535			1 237 535	1 297 171
Services rendus	5	652 800	900 051			900 051	751 489
Imposition de droits	6	652 200	959 446			959 446	999 280
Amendes et pénalités	7	145 000	104 352			104 352	117 811
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	108 000	137 259			137 259	92 125
Autres revenus	10	31 200	93 480			93 480	(32 179)
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	30 968 232	31 644 311			31 644 311	31 283 149
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15		4 247 294			4 247 294	1 628 273
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						15 000
Autres	18						87 578
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20		4 247 294			4 247 294	1 730 851
	21	30 968 232	35 891 605			35 891 605	33 014 000
Charges							
Administration générale	22	17 716 237	20 281 600	144 367		20 425 967	19 511 939
Sécurité publique	23	87 653	79 836			79 836	90 501
Transport	24	2 947 796	2 759 308	1 256 309		4 015 617	4 151 888
Hygiène du milieu	25	1 254 508	1 164 125	950 540		2 114 665	2 057 653
Santé et bien-être	26	12 240	11 186			11 186	15 083
Aménagement, urbanisme et développement	27	338 447	344 523			344 523	314 329
Loisirs et culture	28	4 790 638	4 822 941	953 509		5 776 450	5 814 126
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	1 093 952	827 656			827 656	771 487
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32	3 388 675	3 304 725	(3 304 725)			
	33	31 630 146	33 595 900			33 595 900	32 727 006
Excédent (déficit) de l'exercice	34	(661 914)	2 295 705			2 295 705	286 994

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		2017		2016
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(661 914)	2 295 705	286 994
Moins: revenus d'investissement	2 (	)	4 247 294 ) (	1 730 851)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(661 914)	(1 951 589)	(1 443 857)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	3 388 675	3 304 725	3 247 544
Produit de cession	5		72 048	
(Gain) perte sur cession	6		(57 080)	
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	3 388 675	3 319 693	3 247 544
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			161 769
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			161 769
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	2 414 181 ) (	2 413 675 ) (	2 034 672)
	18	(2 414 181)	(2 413 675)	(2 034 672)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	306 580 ) (	554 900 ) (	919 360)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		2 168 224	1 077 447
Excédent de fonctionnement affecté	21		76 794	
Réserves financières et fonds réservés	22	(6 000)		32 221
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(312 580)	1 690 118	190 308
	26	661 914	2 596 136	1 564 949
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		644 547	121 092

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		<u>2017</u>	<u>2016</u>
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	4 247 294	1 730 851
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Acquisition			
Administration générale	2	(54 100)	(529 144)
Sécurité publique	3	()	()
Transport	4	(11 461 114)	(1 828 491)
Hygiène du milieu	5	(3 793)	(332 335)
Santé et bien-être	6	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	()
Loisirs et culture	8	(767 032)	(1 154 591)
Réseau d'électricité	9	()	()
	10	(12 286 039)	(3 844 561)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	11	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	12	()	()
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	13		6 479 138
Affectations			
Activités de fonctionnement	14	554 900	919 360
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	15		
Excédent de fonctionnement affecté	16		
Réserves financières et fonds réservés	17		
	18	554 900	919 360
	19	(11 731 139)	3 553 937
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(7 483 845)	5 284 788

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Budget 2017	Réalizations 2017	Réalizations 2016
Rémunération	1	5 154 110	5 125 460	4 929 649
Charges sociales	2	1 030 630	1 064 506	1 066 447
Biens et services	3	5 785 815	8 104 813	7 261 043
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	939 067	668 866	530 338
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	78 885	78 885	164 028
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8		79 905	77 121
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	15 165 464	15 075 059	15 364 556
Transferts	10			
Autres	11	87 500	93 681	86 280
Autres organismes				
Transferts	12			
Autres	13			
Amortissement des immobilisations	14	3 388 675	3 304 725	3 247 544
Autres				
-	15			
-	16			
-	17			
	18	31 630 146	33 595 900	32 727 006

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

	2017	2016
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 2 564 555	4 088 234
Excédent de fonctionnement affecté	2 177 538	254 333
Réserves financières et fonds réservés	3 1 329 146	1 329 146
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 () ()	()
Financement des investissements en cours	5 (10 729 589)	(3 245 744)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6 43 019 611	31 639 587
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	
	8 36 361 261	34 065 556
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Administration municipale	9 2 564 555	4 088 234
Organismes contrôlés ¹	10	
	11 2 564 555	4 088 234
Excédent de fonctionnement affecté		
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Solde de la dette à payer	12 153 870	179 557
- Dépôt en fidéicommiss	13 23 668	74 776
-	14	
-	15	
-	16	
-	17	
-	18	
-	19	
-	20	
	21 177 538	254 333
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
-	22	
-	23	
-	24	
	25	
	26 177 538	254 333
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
-	27	
-	28	
-	29	
-	30	
-	31	
	32	
Réserves financières - Organismes contrôlés		
-	33	
-	34	
-	35	
	36	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37	
Organismes contrôlés	38	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39 974 646	974 646
Organismes contrôlés	40	
Montant non réservé		
Administration municipale	41	
Organismes contrôlés	42	
Fonds local d'investissement (note 18)	43	
Fonds local de solidarité (note 19)	44	
Autres		
-Autres	45 354 500	354 500
-	46	
	47 1 329 146	1 329 146
	48 1 329 146	1 329 146

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

	2017	2016
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 () ()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 () ()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () ()
Autres	52 () ()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 () ()
	54 () ()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 () ()
Frais d'assainissement des sites contaminés	56 () ()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 () ()
Autres		
-	58 () ()
-	59 () ()
	60 () ()
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 () ()
Intérêts sur la dette à long terme	62 () ()
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 () ()
Utilisation du fonds de roulement	64 () ()
Mesure relative aux frais reportés	65 () ()
Autres		
-	66 () ()
-	67 () ()
	68 () ()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 () ()
Frais d'émission de la dette à long terme	70 () ()
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 () ()
Autres		
-	72 () ()
-	73 () ()
	74 () ()
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entrepreneurs et placements de portefeuille à titre d'investissement dans le cadre du FLI et du FLS	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres	79	
-	80	
	81 () ()

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

	2017	2016
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	82	
Investissements à financer	83 (10 729 589 ) (	3 245 744)
	84 (10 729 589)	(3 245 744)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85 69 414 118	60 447 772
Propriétés destinées à la revente	86	
Prêts	87	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	
	90 69 414 118	60 447 772
Ajustements aux éléments d'actif	91	
	92 69 414 118	60 447 772
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	93 (25 398 458 ) (	27 741 712)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (456 042 ) (	526 463)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97 416 818	416 815
	98 (25 437 682 ) (	27 851 360)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 (956 825 ) (	956 825)
	100 (26 394 507 ) (	28 808 185)
	101 43 019 611	31 639 587

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2
Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements		
	2017	2016
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29	
-	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	
Rendement espéré des actifs	33 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	
Charge de l'exercice	35	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

	2017	2016	
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	(_____) (_____)	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39		
Prestations versées au cours de l'exercice	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%	%
Autres hypothèses économiques			
-	51		
-	52		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	54
Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements		
	2017	2016
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	73 ()	()
	74	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	75	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	76	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	78	
Variation de la provision pour moins-value	79	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

	2017	2016	
Autres			
-	80		
-	81		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83		
Rendement espéré des actifs	84 (_____)	(_____)	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85		
Charge de l'exercice	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88 (_____)	(_____)	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite <u>capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques			
-	103		
-	104		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 105 1

Description des régimes et autres renseignements

Régime offert à tous les employés permanents. Ils cotisent à 7,5 % de leur salaire régulier. La municipalité verse un montant équivalent à la cotisation de l'employé.

Charge de l'exercice		2017	2016
Cotisations de l'employeur	106	299 142	274 262

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 107 _____

Description des régimes et autres renseignements

Charge de l'exercice		2017	2016
Cotisations de l'employeur	108		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 109 Oui
110 Non

Charge de l'exercice		2017	2016
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice	111	4	4

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
Cotisations des élus au RREM	112	<u>4 529</u>	<u>4 457</u>
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	113	43 453	29 467
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	114		
	115	<u>43 453</u>	<u>29 467</u>

Note

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

Administration municipale

Dette à long terme	1	25 854 500
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	10 729 589
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	974 646
Débiteurs	8	
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	3 596 156
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
-	12	
-	13	

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	32 013 287
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés

Endettement net à long terme	16	32 013 287
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	
Communauté métropolitaine	18	61 832
Autres organismes	19	

Endettement total net à long terme	20	32 075 119
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	22 794 820
Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	22 794 820

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	24	54 869 939
---	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus)	26	
---	----	--

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

TAXES		Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	23 593 943	23 697 794	23 659 693
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6	63 200	72 075	75 828
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	23 657 143	23 769 869	23 735 521
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	894 000	941 692	891 481
Égout	11	997 250	1 030 522	994 089
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	1 768 800	1 766 826	1 771 485
Autres				
-Ramassage de la neige	14	262 000	259 491	262 006
-Piscines	15	95 000	91 650	91 810
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17			
Service de la dette	18			
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	4 017 050	4 090 181	4 010 871
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	4 017 050	4 090 181	4 010 871
	26	27 674 193	27 860 050	27 746 392

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	27 700	2 796	
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	28		
Taxes d'affaires	29		
Compensations pour les terres publiques	30		
	31 700	2 796	
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	32 20 300	20 558	19 832
Cégeps et universités	33		
Écoles primaires et secondaires	34 297 053	328 784	291 228
	35 317 353	349 342	311 060
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39		
	40 318 053	352 138	311 060
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	41		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	42		
Taxes d'affaires	43		
	44		
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	45		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	46		
	47		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48		
Autres	49		
	50		
	51 318 053	352 138	311 060

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

TRANSFERTS	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	52	42 000	37 469
Sécurité publique			44 607
Police	53		
Sécurité incendie	54		
Sécurité civile	55		
Autres	56		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	57	622 693	538 539
Enlèvement de la neige	58		540 210
Autres	59		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	60		
Transport adapté	61		
Transport scolaire	62		
Autres	63		
Transport aérien	64		
Transport par eau	65		
Autres	66		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67		
Réseau de distribution de l'eau potable	68		
Traitement des eaux usées	69		
Réseaux d'égout	70		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	71		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	72	180 000	122 900
Tri et conditionnement	73		130 912
Autres	74		
Autres	75		
Cours d'eau	76		
Protection de l'environnement	77		
Autres	78		
Santé et bien-être			
Logement social	79		
Sécurité du revenu	80		
Autres	81		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	82		
Rénovation urbaine	83		
Promotion et développement économique	84		
Autres	85		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	86	504 022	508 342
Activités culturelles			512 073
Bibliothèques	87	18 071	36 685
Autres	88	20 000	(6 400)
Réseau d'électricité	89		33 737
	90	1 386 786	1 297 171

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	91		963 019
Sécurité publique			
Police	92		
Sécurité incendie	93		
Sécurité civile	94		
Autres	95		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	96	4 247 294	665 254
Enlèvement de la neige	97		
Autres	98		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99		
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106		
Réseau de distribution de l'eau potable	107		
Traitement des eaux usées	108		
Réseaux d'égout	109		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111		
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116		
Autres	117		
Santé et bien-être			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123		
Autres	124		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	125		
Activités culturelles			
Bibliothèques	126		
Autres	127		
Réseau d'électricité	128		
	129	4 247 294	1 628 273

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130		
Péréquation	131		
Neutralité	132		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134		
Fonds de développement des territoires	135		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	136		
Autres	137		
	138		
TOTAL DES TRANSFERTS	139 1 386 786	5 484 829	2 925 444

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	140		
Évaluation	141		
Autres	142		
	143		
Sécurité publique			
Police	144		
Sécurité incendie	145		
Sécurité civile	146		
Autres	147		
	148		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149		
Enlèvement de la neige	150	93 000	128 761
Autres	151		85 311
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154	93 000	128 761
154	93 000	128 761	85 311
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155		
Réseau de distribution de l'eau potable	156		
Traitement des eaux usées	157		
Réseaux d'égout	158		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	159		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	160		
Tri et conditionnement	161		
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166		
	167		
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171		
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176		
Activités culturelles			
Bibliothèques	177		
Autres	178		
	179		
Réseau d'électricité			
	180		
	181	93 000	128 761
181	93 000	128 761	85 311

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale			
Greffé et application de la loi	182		
Évaluation	183		
Autre	184	4 000	9 307
	185	4 000	9 307
Sécurité publique			
Police	186		
Sécurité incendie	187		
Sécurité civile	188		
Autres	189		
	190		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	191		
Enlèvement de la neige	192		
Autres	193	2 000	17 853
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	194		
Transport adapté	195		
Transport scolaire	196		
Autres	197		
Autres	198		
	199	2 000	17 853
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	200		
Réseau de distribution de l'eau potable	201		
Traitement des eaux usées	202		
Réseaux d'égout	203		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	204		
Matières recyclables	205		
Autres	206		
Cours d'eau	207		
Protection de l'environnement	208		
Autres	209	86 108	69 566
	210	86 108	69 566
Santé et bien-être			
Logement social	211		
Sécurité du revenu	212		
Autres	213		
	214		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	215		
Rénovation urbaine	216		
Promotion et développement économique	217		
Autres	218	1 200	3 051
	219	1 200	3 051
Loisirs et culture			
Activités récréatives	220		
Activités culturelles			
Bibliothèques	221		
Autres	222	552 600	654 971
	223	552 600	654 971
Réseau d'électricité			
	224		
	225	559 800	771 290
TOTAL DES SERVICES RENDUS	226	652 800	900 051
		666 178	751 489

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

		Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	227	71 200	131 786	89 187
Droits de mutation immobilière	228	581 000	827 660	910 093
Droits sur les carrières et sablières	229			
Autres	230			
	231	652 200	959 446	999 280
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	232	145 000	104 352	117 811
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	233			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	234	108 000	137 259	92 125
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	235		57 080	
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	236			(61 769)
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	237			
Contributions des promoteurs	238			15 000
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	239			
Contributions des organismes municipaux	240			
Autres contributions	241			87 578
Autres	242	31 200	36 400	29 590
	243	31 200	93 480	70 399
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	244			

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

		Budget 2017	Réalizations 2017		Total	Réalizations 2016
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	339 532	348 826		348 826	316 800
Greffe et application de la loi	2	645 230	3 028 164		3 028 164	2 084 688
Gestion financière et administrative	3	1 101 346	1 238 086	144 367	1 382 453	1 171 766
Évaluation	4					
Gestion du personnel	5	261 485	360 268		360 268	339 068
Autres						
- Autres	6	15 368 644	15 306 256		15 306 256	15 599 617
-	7					
	8	17 716 237	20 281 600	144 367	20 425 967	19 511 939
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9					
Sécurité incendie	10					
Sécurité civile	11					
Autres	12	87 653	79 836		79 836	90 501
	13	87 653	79 836		79 836	90 501
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	1 412 838	1 323 597	1 096 390	2 419 987	2 492 415
Enlèvement de la neige	15	1 293 156	1 199 465	138 396	1 337 861	1 399 433
Éclairage des rues	16	139 927	140 858	21 523	162 381	162 027
Circulation et stationnement	17	101 875	95 388		95 388	98 013
Transport collectif						
Transport en commun	18					
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	2 947 796	2 759 308	1 256 309	4 015 617	4 151 888

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

		Budget 2017		Réalizations 2017		Total	Réalizations 2016
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23						
Réseau de distribution de l'eau potable	24	369 807	337 910	412 856	750 766		739 790
Traitement des eaux usées	25						
Réseaux d'égout	26	396 327	359 343	537 684	897 027		884 101
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	488 374	466 872		466 872		433 762
Élimination	28						
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29						
Tri et conditionnement	30						
Matières organiques							
Collecte et transport	31						
Traitement	32						
Matériaux secs	33						
Autres	34						
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau	37						
Protection de l'environnement	38						
Autres	39						
	40	1 254 508	1 164 125	950 540	2 114 665		2 057 653
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41						
Sécurité du revenu	42						
Autres	43	12 240	11 186		11 186		15 083
	44	12 240	11 186		11 186		15 083
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	338 447	344 523		344 523		314 329
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48						
Tourisme	49						
Autres	50						
Autres	51						
	52	338 447	344 523		344 523		314 329

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

	Budget 2017		Réalizations 2017		Total	Réalizations 2016
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Non audité						
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	345 752	343 735	106 170	449 905	472 898
Patinoires intérieures et extérieures	54	950 086	1 113 903	5 654	1 119 557	1 071 661
Piscines, plages et ports de plaisance	55	925 174	913 101	334 534	1 247 635	1 192 784
Parcs et terrains de jeux	56	986 439	975 192	349 118	1 324 310	1 313 693
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58	405 371	405 111	13 990	419 101	489 132
Autres	59					
	60	3 612 822	3 751 042	809 466	4 560 508	4 540 168
Activités culturelles						
Centres communautaires	61	276 675	207 675	13 308	220 983	238 881
Bibliothèques	62	901 141	864 224	130 735	994 959	1 035 077
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65					
	66	1 177 816	1 071 899	144 043	1 215 942	1 273 958
	67	4 790 638	4 822 941	953 509	5 776 450	5 814 126
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
68						
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	948 952	645 937		645 937	663 206
Autres frais	70	69 000	101 814		101 814	31 160
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72	76 000	79 905		79 905	77 121
	73	1 093 952	827 656		827 656	771 487
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION						
74						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
75	3 388 675	3 304 725	(3 304 725)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
Autres renseignements financiers non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	27
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	27
Acquisition d'immobilisations par objets	27
Analyse de la dette à long terme	28
Analyse de la charge de quotes-parts	29
Analyse de la rémunération	30
Analyse des revenus de transfert par sources	30
Frais de financement par activités	31
Rémunération des élus	32
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	33
Questionnaire	34

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice clos le 31 décembre 2017 de la Ville de l'Ancienne-Lorette ci-après « la Ville »). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après « les exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit assortie d'une réserve.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice clos le 31 décembre 2017 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Lemieux Nolet

Lemieux Nolet
Comptables professionnels agréés
S.E.N.C.R.L.
CPA auditeur, CA permis no A107038
Québec (Québec)

DATE 2018-04-24

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	27 860 050
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	_____
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2017 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	243
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	6 130 829
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	_____
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	<u>21 728 978</u>

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2017 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	1 966 121 620
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2017 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	<u>1 977 707 620</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	<u>1 971 914 620</u>

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2017
(Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)

14 , / 100 \$

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

		Réalizations 2017	Réalizations 2016
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		4 018
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	3 793	332 335
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	11 259 145	1 849 105
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		27 013
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10	196 252	164 114
Autres infrastructures	11		
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	7 057	431 296
Édifices communautaires et récréatifs	14	316 021	313 244
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	1 158	108 631
Ameublement et équipement de bureau	18	68 479	55 599
Machinerie, outillage et équipement divers	19	157 458	544 206
Terrains	20	276 676	15 000
Autres	21		
	22	12 286 039	3 844 561

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23		4 018
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26	3 793	332 335
Autres infrastructures	27	11 455 397	2 040 232
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations	33	826 849	1 467 976
	34	12 286 039	3 844 561

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017****Non audité**

		2017	2016
Rémunération	35		
Charges sociales	36		
Biens et services	37	12 286 039	3 844 561
Frais de financement	38		
Autres	39		
	40	12 286 039	3 844 561

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	974 646			974 646
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5				
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	22 889 227		1 605 529	21 283 698
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	23 863 873		1 605 529	22 258 344
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9				
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12				
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14				
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15	4 404 302		808 146	3 596 156
Prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement	16				
Autres	17				
	18	4 404 302		808 146	3 596 156
	19	28 268 175		2 413 675	25 854 500
Dette en cours de refinancement	20	()		()	()
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	28 268 175		2 413 675	25 854 500

Note

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

		Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	15 165 464	15 075 059	15 364 556
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9			
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	15 165 464	15 075 059	15 364 556

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	23,00	35,00	43 713,00	1 863 465	393 079	2 256 544
Professionnels	2						
Cols blancs	3	21,00	35,00	32 905,00	824 196	192 250	1 016 446
Cols bleus	4	30,00	40,00	108 811,00	2 172 078	417 647	2 589 725
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	74,00		185 429,00	4 859 739	1 002 976	5 862 715
Élus	9	7,00			265 721	61 530	327 251
	10	81,00			5 125 460	1 064 506	6 189 966

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13					
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	1 237 535	4 247 294			5 484 829
	17	1 237 535	4 247 294			5 484 829

**FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

		2017	2016
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	232 651	114 773
	4	232 651	114 773
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6		
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	178 277	203 910
Enlèvement de la neige	11	55 216	38 859
Autres	12	5 307	3 298
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	238 800	246 067
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17	89 167	110 631
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19	129 911	165 712
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20	832	561
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	219 910	276 904
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	136 295	133 743
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39	136 295	133 743
Réseau d'électricité			
	40		
	41	827 656	771 487

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**Non audité**

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Émile Loranger	83 728	16 476
Josée Ossio	18 420	9 210
André Laliberté	18 420	9 210
Gaétan Pageau	20 159	9 210
Yvon Godin	20 888	8 698
Sylvie Papillon	18 420	9 210
Sylvie Falardeau	18 420	9 210
Charles Guérard	2 480	1 240

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	2017		2016
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27, S28, S39 et S41, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
4. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	9 <input checked="" type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	
6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	14 <input type="checkbox"/>	15 <input checked="" type="checkbox"/>	
7. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	16 _____		\$
8. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	17 <input type="checkbox"/>	18 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2017	19 _____		\$

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité	OUI	NON
9. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	20 <input type="checkbox"/>	21 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants suivants :		
a) le montant total versé en 2017	22	_____ \$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2017 des engagements en vertu du règlement concerné	23	_____ \$
10. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu du paragraphe 2 ^o du 1 ^{er} alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	24 <input type="checkbox"/>	25 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2017	26	_____ \$
11. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financières en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	27 <input type="checkbox"/>	28 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	29	_____ \$
b) autres formes d'aide	30	_____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2018		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2017	31	.....
Facteur comparatif de 2017	32	.....
Valeur uniformisée	33	_____

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2017 dans le cadre du *Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local* (PAERRL) de la part du MTMDET 34 _____ \$
- Total des frais encourus admissibles au PAERRL :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 35 _____ \$
- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver 36 _____ \$
- b) Dépenses d'investissement 37 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 38 _____ \$
- d) Description des dépenses d'investissement :
- e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 38 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 34, fournissez-en les justifications :
- Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :
- a) Numéro de la résolution 39 _____
- b) Date d'adoption de la résolution 40 _____

Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018	
Revenus de taxes	37
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	38
Calcul de certains revenus de taxes	39
Taux des taxes	41
Taux global de taxation prévisionnel	42
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	43
Questionnaire	45

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité**TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	24 033 379
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	70 464
Activités d'investissement	7	5 841
Autres	8	
	9	24 109 684

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	956 939
Égout	11	1 047 140
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	1 798 998
Autres		
- Ramassage de la neige	14	262 113
- Piscines	15	92 674
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	
Service de la dette	18	
Activités de fonctionnement	19	
Activités d'investissement	20	
	21	4 157 864
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	22	
Autres	23	
	24	
	25	4 157 864
	26	28 267 548

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	1 036
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	1 036

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	20 380
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	332 127
	9	352 507

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	353 543

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	353 543

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

	<u>Assiette d'application imposable</u>	<u>Taux adopté</u>	<u>Revenus bruts</u>	<u>Crédits/ Dégrevements</u>	<u>Dotation à la provision</u>	<u>Autres ajustements</u>	<u>Revenus nets</u>
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 1 592 183 486	X 5 0,8938	/100\$ 6 14 230 936				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 117 897 292	X 8 0,8938	/100\$ 9 1 053 766				
Immeubles non résidentiels	10 260 618 167	X 11 3,2399	/100\$ 12 8 443 768				
Immeubles industriels	13 4 724 961	X 14 3,2399	/100\$ 15 153 084				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19 8 479 163	X 20 1,7877	/100\$ 21 151 582				
Immeubles agricoles	22	X 23	/100\$ 24				
Total			25 24 033 136	26 ()	27 ()	28 243	29 24 033 379
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54	55 ()	56 ()	57	58

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

	<u>Assiette d'application imposable</u>	<u>Taux adopté</u>	<u>Revenus bruts</u>	<u>Crédits/ Dégrèvements</u>	<u>Dotation à la provision</u>	<u>Autres ajustements</u>	<u>Revenus nets</u>				
Taxes sur la valeur foncière											
Taxes générales											
Taxes spéciales											
Activités de fonctionnement (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3								
Activités de fonctionnement (taux variés)											
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	X 5	/100\$ 6								
Immeubles de 6 logements ou plus	7	X 8	/100\$ 9								
Immeubles non résidentiels	10	X 11	/100\$ 12								
Immeubles industriels	13	X 14	/100\$ 15								
Terrains vagues desservis											
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18								
Autres	19	X 20	/100\$ 21								
Immeubles agricoles	22	X 23	/100\$ 24								
Total			25					26 (.....) 27 (.....) 28	29
Taxes spéciales											
Activités d'investissement (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32								
Activités d'investissement (taux variés)											
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35								
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38								
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41								
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44								
Terrains vagues desservis											
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47								
Autres	48	X 49	/100\$ 50								
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53								
Total			54					55 (.....) 56 (.....) 57	58
Valeur locative imposable											
Taxe d'affaires sur la valeur locative	59	X 60	% 61	62 (.....) 63 (.....) 64	65				

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)****Par unité de logement**

Eau	1	1 | 2 | 9 | , | 3 | 5 | \$
Égout	2	1 | 4 | 1 | , | 5 | 0 | \$
Eau et égout	3	| | | , | | | \$
Traitement des eaux usées	4	| | | , | | | \$
Matières résiduelles	5	1 | 6 | 5 | , | 7 | 5 | \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Égout chambre	49,5000	4	par chambre
Aqueduc chambre	43,5000	4	par chambre
Déchet chambre	56,6000	4	par chambre
Ramassage de la neige	13,2200	3	du mètre linéaire
Piscine	47,5000	4	par unité
Fosse septique	275,7500	4	charge fixe
Aqueduc commercial	0,1192	1	du 100 \$ d'évaluation
Égout commercial	0,1305	1	du 100 \$ d'évaluation
Déchets commerciaux évaluation	0,2526	1	du 100 \$ d'évaluation
Déchets commerciaux évaluation min	260,7500	4	tarif fixe
Déchets conteneur sanitaire de	709,0000	7	verge cube (v3)
Déchets conteneur sanitaire à	20 507,0000	7	verge cube (v3)

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité**REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	28 267 548
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2018 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	243
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	6 259 706
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	22 007 599

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

	11	1 983 903 069
--	----	---------------

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2018

(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

	12	<div style="display: flex; align-items: center; gap: 5px;"> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px 5px;"> </div> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px 5px;"> </div> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px 5px;">1</div> , <div style="border: 1px solid black; padding: 2px 5px;"> </div> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px 5px;">1</div> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px 5px;">0</div> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px 5px;">9</div> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px 5px;">3</div> /100 \$ </div>
--	----	--

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u>		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	8 443 768	153 084	243	151 582	1 053 766	
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5						
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	8 443 768	153 084	243	151 582	1 053 766	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	14 230 936			24 033 379
De secteur	10	76 305			76 305
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12				
Autres	13	4 157 864			4 157 864
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	18 465 105			28 267 548

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	5 <input checked="" type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM.	6 <input type="checkbox"/>	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM.	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2018 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25 _____		\$
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26 _____		\$
5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	27 _____	35 108 863	\$
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	28 _____	2 474 097	\$
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	29 _____	972 730	\$
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	30 _____		\$

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 1575 rue Turmel
(no) (rue)
L'Ancienne-Lorette, Québec G2E 3J5
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 872-9811
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 641-6019
(ind. rég.) (numéro)

Courriel amarceau@lancienne-lorette.org

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Donald Tremblay

Téléphone (418) 872-9811
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 641-6019
(ind. rég.) (numéro)

Courriel amarceau@lancienne-lorette.org

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Lemieux Nolet, S.E.N.C.R.L.

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 815, boulevard Lebourgneuf, bureau 401
(no) (rue)
Québec, Québec G2J 0C1
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 659-7374
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 650-4480
(ind. rég.) (numéro)

Courriel sylvain.moisan@ln.ca

Responsable du dossier Sylvain Moissan, CPA auditeur, CA,

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Anick Marceau , atteste que le rapport financier de L'Ancienne-Lorette pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2017-04-24 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par L'Ancienne-Lorette .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que L'Ancienne-Lorette consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que L'Ancienne-Lorette détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S7 ligne 25 est de 2 295 705 \$.

Le taux global de taxation réel de 2017 à la page S33 ligne 14 est de 1,1019 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2018-04-24 14:56:58

Date de transmission au Ministère :